

## Brexit : même hors de l'UE, le Royaume-Uni ne contrôlera pas sa politique d'immigration, prévient Cameron



Pour continuer d'accéder au marché commun, le Royaume-Uni devra accepter le principe de libre circulation en Europe.

A l'issue du sommet organisé à Bruxelles sur les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, David Cameron a annoncé que le référendum sur un maintien ou non du pays dans l'UE se tiendra le 23 juin. Lui-même a l'intention de faire campagne pour le maintien de son pays au sein de l'Union, a-t-il annoncé.

Un premier sondage effectué depuis l'accord obtenu à Bruxelles par David Cameron pour réformer certains points de fonctionnement de l'UE montre que les partisans du maintien sont pour l'instant majoritaires. Les sondés favorables au maintien sont 48% et ceux voulant la sortie du Royaume-Uni sont 33%. Les autres, qui représentent 19% des personnes interrogées, sont toujours indécis.

Trente-cinq pour cent des sondés estiment que le premier ministre britannique a été bon lors du Conseil européen, 30% pensent le contraire.

Mais la campagne ne fait que commencer, et devrait être agitée. Sous la pression des eurosceptiques, David Cameron a été contraint d'accepter de lever le principe de solidarité gouvernementale pendant la campagne du référendum. Le ministre de la justice, Michael Gove, a ainsi annoncé vendredi qu'il ferait campagne pour la sortie. Cinq autres membres du gouvernement l'ont suivi.

Ce dimanche, David Cameron a accusé les partisans de la sortie de mentir aux électeurs lorsqu'ils expliquent que la sortie de l'UE permettrait au Royaume-Uni de retrouver sa souveraineté sur les questions d'immigration. Il a expliqué que même en cas de sortie de l'Union, le pays devra continuer à accepter le principe de libre circulation en Europe s'il souhaite pouvoir continuer à accéder au marché commun, comme le fait la Norvège par exemple.

"Si nous restons dans une UE reformée, nous savons ce à quoi nous avons affaire, nous saurons commun travailler, comment créer du travail, comment continuer de redresser notre économie", a déclaré le Premier ministre. "Si on sort, on se retrouvera face à sept années d'incertitudes et à la fin du processus, nous ne pourrions pas être certains que nos entreprises auront un accès complet au marché".